De l'individuel au collectif

Les modes de gestion de l'élevage dans la puna péruvienne

Marion Charbonneau et Yves Poinot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8614>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8614

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 24 novembre 2008

Pagination : 39-60

Référence électronique

Marion Charbonneau et Yves Poinot, « De l'individuel au collectif », *Études rurales* [En ligne], 181 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 10 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8614> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8614

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_181&ID_ARTICLE=ETRU_181_0039

De l'individuel au collectif. Les modes de gestion de l'élevage dans la puna péruvienne

par Marion CHARBONNEAU et Yves POINSOT

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2008/1 - 181

ISSN 0014-2182 | ISBN 9782713221767 | pages 39 à 60

Pour citer cet article :

— Charbonneau M. et Poinsoy Y., De l'individuel au collectif. Les modes de gestion de l'élevage dans la puna péruvienne, *Études rurales* 2008/1, 181, p. 39-60.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DE L'INDIVIDUEL AU COLLECTIF

Marion Charbonneau et Yves Poinot

LES MODES DE GESTION DE L'ÉLEVAGE DANS LA PUNA PÉRUVIENNE

LA QUESTION D'UNE GESTION économiquement viable et écologiquement durable des ressources naturelles n'est pas nouvelle. Dans les économies développées du monde occidental, la gestion privée a la faveur de larges majorités depuis la chute du Mur de Berlin. Le monde agricole y apparaît comme l'un des rares secteurs où subsistent des modes de gestion collectifs, qu'il s'agisse des coopératives d'achat ou de commercialisation, ou encore des groupements d'exploitants réalisant des investissements communs (CUMA, ASA de drainage ou d'irrigation). Dans une économie mondialisée et donc très concurrentielle, ces groupements sont généralement interprétés comme une réponse de « petits » à l'impérieuse nécessité de réaliser des économies d'échelle. Par conséquent, on ne peut considérer a priori de telles initiatives comme des formes de contestation du modèle dominant.

Dans ce contexte de quasi-unanimité, les sociétés d'origine précolombienne envoient, depuis deux décennies, des signes d'opposition à la mondialisation libérale, que l'on pense aux manifestations des indigènes équatoriens s'opposant aux privatisations foncières

ou à celles des ressources en eau prônées par les PAS¹, ou encore à la récente nationalisation des hydrocarbures boliviens par le gouvernement d'Evo Morales. De la montagne andine soufflerait donc un vent contraire, inspiré de formes organisationnelles issues du creuset culturel précolombien, encore vivace dans les cultures quechuas ou aymaras notamment. Le recours à la tradition se justifierait par la recherche d'une durabilité sociale et environnementale dont ces civilisations auraient gardé le secret. Archaïque aux yeux des capitalistes modernes, ce savoir-faire serait « à imiter » pour les promoteurs d'un développement durable.

À cette lecture très idéologique des spécificités andines on peut opposer une interprétation plus territoriale de leur survivance. Dans ces pays d'« Extrême-Occident » [Rouquié 1998], le traditionnel déficit en services et infrastructures publics dans les zones non pourvoyeuses de produits agricoles ou miniers exportables favorise le développement d'« économies grises » (narcotrafic ou contrebande), voire l'émergence de guérillas mettant en péril la survie des États (les FARC en Colombie, aujourd'hui ; le Sentier lumineux au Pérou, hier). Dans les contrées pastorales, le souci de performance économique incite aux économies d'échelle, donc aux grandes unités collectives associées à un peuplement de faible densité. Or cette faible densité tend à renforcer le statut de marginalité de ces structures dans des pays où l'enjeu que constitue la présence de l'État apparaît majeur. Préserver des

1. Programmes d'ajustement structurel.

Carte 1. Situation des aires d'étude

densités suffisantes pour légitimer l'existence d'un réseau d'écoles, de dispensaires et de postes de police est donc souhaitable mais se paye en retour par des unités productives de taille insuffisante et par une performance économique moindre.

Qu'on les interprète ainsi comme un hypothétique modèle andin d'opposition à la mondialisation ou comme l'indispensable préservation d'élevages de taille moyenne, facteurs d'une conservation de densités permettant à l'État de se maintenir sur ces marges, les formes d'organisation collective de l'agriculture andine méritent d'être décryptées. À cet égard, la puna² péruvienne apporte un éclairage original, à la fois par la diversité des combinaisons que le couple individuel-collectif revêt dans les structures d'élevage, mais aussi par le raccourci problématique que propose, dans cette région, une production éminemment mondialisée aux mains d'une population indigène.

Au milieu du XIX^e siècle, ces régions pastorales de la puna péruvienne s'inscrivaient dans le marché mondial des fibres ovines et d'alpagas. Au XX^e siècle, l'effondrement des cours du mouton a conduit à une spécialisation renforcée de l'alpaga, dont le Pérou assure aujourd'hui 88 % de la production mondiale [Velarde Flores 2000]. Ces territoires d'altitude, aux populations d'origine presque exclusivement précolombienne, sont dotés à la fois des caractères propres aux terres indigènes les plus affirmées (ce sont des hauts, peu accessibles, ayant largement conservé les pratiques culturelles andines) et des traits d'une filière économique mondialisée (monoproduction presque exclusivement

destinée à l'exportation, aval de la filière monopolisée par trois grands groupes). Le Sud péruvien constitue le cœur de cet ensemble productif puisque, d'après le ministère de l'Agriculture, les départements de Puno, Cusco et Arequipa (carte 1 ci-contre) regroupaient, en 1995, 81 % du cheptel national d'alpagas.

De part et d'autre de l'Altiplano péruano-bolivien, deux cordillères encadrent de reliefs compris entre 4 000 et 5 500 mètres cette « haute plaine » située à 3 800 mètres d'altitude. Leur extension dans cette région atteint des superficies considérables et d'un seul tenant, faisant de cet ensemble une « puna-mer » que l'on oppose aux enclaves de « puna-lac »³ présentes plus au nord, dans la région des grandes vallées agricoles [Greslou 1981].

2. D'après la classification de J. Pulgar Vidal [1987], la puna constitue l'étage écologique des Andes sèches, situé entre 3 800 et 4 800 mètres d'altitude et caractérisé par ses steppes herbeuses. Or, dans les parties basses de cet étage, des cultures de tubercules et de légumineuses sont encore possibles, et les problématiques des modes de gestion de la production s'en trouvent modifiées. Nous désignerons donc par « puna » les régions de steppe herbeuse comprises entre 4 200 et 5 000 mètres d'altitude, où les contraintes bioclimatiques interdisent presque toute culture et imposent un pastoralisme extensif. Dans ces systèmes de production, l'alpaga domine mais les troupeaux conservent un caractère multi-espèces (lamas, ovins et bovins).

3. Dans le Sud, la « puna-mer » apparaît comme une marge écologique au statut de « centre » économique régional, attractive grâce à son extension, sa continuité et la proximité de l'Altiplano. En revanche, dans le Nord, les régions de puna se limitent aux hauts de vallées : le caractère étroit, discontinu et la proximité des étages agricoles font de cette « puna-lac » une marge écologique et économique peu attractive.

La réforme agraire péruvienne a touché cette zone de manière différenciée, opposant à la partie orientale, plus humide et plus productive, terre d'haciendas démantelées en SAIS⁴, CAP⁵ ou ERPS⁶, une partie occidentale, plus sèche, où perdurent des communautés indigènes (anciennes « *parcialidades* »⁷) qui ont peu subi d'inflexion de leur rapport à la ressource depuis l'émergence du marché *alpaquero* voici plus de cent ans.

Sur ce terrain, une large palette de situations culturelles (terres issues d'haciendas/terres de *parcialidades*) et foncières (réformes agraires et leurs suites/intangibilité indigène) permet d'embrasser différents modes de gestion de la ressource par l'élevage et d'identifier les ressorts des évolutions en cours. Au sein de ce matériau, nous distinguerons les facteurs qui convergent vers une banalisation des formes de gestion andines de ceux qui conduisent au maintien de spécificités organisationnelles propres à ces cultures. Nous poserons comme hypothèse que, au-delà des clivages habituellement retenus par les spécialistes du monde andin, des ressorts technico-économiques universels sont à l'œuvre, dissimulés derrière des « paravents » idéologiques ou culturels⁸. Après avoir précisé les particularités organisationnelles des systèmes pastoraux andins (première partie), nous examinerons la diversité des situations, des gestions les plus individuelles aux gestions les plus collectives (deuxième partie) pour montrer que, finalement, ces imbrications apparemment complexes diffèrent de celles qu'on observe en Europe plus par leurs combinaisons que par leurs logiques intrinsèques (troisième partie).

Les particularités pastorales dans le référentiel andin

Les anthropologues andins s'accordent sur la survivance de représentations culturelles et de principes d'organisation sociale spécifiquement andins [Christinat 1989 ; Itier 1997 ; Murra 2002]. Jacques Malengreau [1995] a montré que l'unification culturelle panandine, résultant du partage d'une histoire commune, est à l'origine de normes de « réciprocité duale » et de « solidarité redistributive ». Dans ce cadre, certains anthropologues [Foncsca et Mayer 1988] et agronomes [Aubron 2005] se sont penchés sur la dialectique individuel/

4. Sociétés agricoles d'intérêt social.

5. Coopératives agricoles de production.

6. Entreprises rurales de propriété sociale.

7. Les *parcialidades* se distinguent de la « communauté » par le fait que la propriété des terres et du troupeau présente un caractère exclusivement privé. Elles constituaient jusque récemment l'échelon de base de la vie politique puisque chaque *parcialidad* désignait un *teniente gobernador* qui organisait et contrôlait la vie collective et en était le représentant dans les conseils municipaux du district. Depuis les années 1980, la plupart des *parcialidades* sont devenues des « communautés », personnes morales reconnues par l'État, propriétaires des terres issues de l'ancienne *parcialidad*. Les éleveurs ne sont plus qu'usufruitiers des pâtures, même si la propriété du troupeau demeure largement privée.

8. Bien qu'envisagée sous un angle plus zootechnique et géographique que proprement juridique, cette démarche s'inscrit dans le prolongement de celle d'A. Testart [2003], lequel montre que, au-delà des « particularismes fonciers » du monde africain, il existe un rapport à la propriété du sol bien moins différent des canons universels qu'on ne l'affirmait jusqu'alors.

collectif dans le monde agricole à travers les problématiques de l'échange, ou des droits d'usage et de propriété. César Foncesca et Enrique Mayer [cités par Aubron 2005 : 66] soulignent ainsi la spécificité du concept de propriété :

Nous écartons comme simplification typologique les concepts européens de propriété (communautaire, féodale, privée, etc.) justement parce que cette typologie suppose leur exclusion mutuelle. Selon cette typologie, la propriété est communale ou privée, sans possibilité de combinaison des deux concepts⁹.

Si la dichotomie occidentale répond mal à la diversité des situations andines, on peut néanmoins classer les formes de gestion andines, depuis les plus individuelles jusqu'aux plus collectives. S'appuyant sur la matrice des maîtrises foncières de Étienne Le Roy [1996], Claire Aubron [2005] propose une typologie des droits d'usage de la ressource naturelle dans la communauté de Sinto (département de Huancavelica), qui va de la famille nucléaire à la « communauté » en passant par la famille élargie, le « groupe de culture », le « comité d'irrigation », le « groupe *potrero*¹⁰ » et le secteur. De son côté, Jorge Flores Ochoa [1980] classe les relations de réciprocité en fonction de la parenté, l'entraide et la confiance diminuant avec les liens du sang. Ainsi, la coopération, étroite dans la famille nucléaire, s'effrite déjà lorsqu'il s'agit de groupes de parents plus éloignés et davantage encore lorsqu'il s'agit d'étrangers. Si l'imbrication du collectif et de l'individuel ne fait pas de doute, leurs formes d'association varient non seulement en fonction des systèmes de production et des systèmes agraires

mais surtout en fonction du type de la ressource¹¹ concernée.

Trois facteurs principaux distinguent a priori le monde pastoral du monde agricole : un rapport à la terre caractérisé par une moindre accumulation de travail du sol ; des navettes importantes effectuées par les troupeaux et les familles au fil des saisons ; des productions largement destinées à la vente. Ces différences justifient que, sans nous couper des références ci-dessus, élaborées pour l'essentiel à partir de situations agricoles, nous conduisions un examen renouvelé de la question pour les systèmes pastoraux. Considérant que les formes de groupement peuvent varier suivant le type de ressource étudiée, nous verrons comment les formes de collectifs s'organisent autour de cinq ressources majeures : la terre, le troupeau, la force de travail, les infrastructures et le produit de l'élevage.

L'étude s'appuie sur deux districts du département de Puno : celui de Paratía (province de Lampa) et celui de Nuñoa (province d'Ayaviri) (carte 1). Le premier correspond à la partie supérieure du bassin versant de la rivière Paratía, entre 4 200 et 5 400 mètres d'altitude, dans la cordillère occidentale, au cœur de la puna sèche [Tapia 1999]. Le

9. Le problème a été beaucoup discuté en Afrique en raison, notamment, des obstacles considérables que cette exclusion mutuelle des concepts oppose à la modernisation de l'appareil juridique [O. et C. Barrière 2002].

10. Luzernière clôturée.

11. On considérera ici ce terme dans son sens large de bien matériel ou immatériel valorisable permettant la reproduction du système productif.

second se situe dans la cordillère orientale, entre 3 800 et 5 000 mètres d'altitude, et se trouve divisé en quatre secteurs (carte 1). Seuls les deux secteurs amont (Anansaya puna, Urinsaya puna, entre 4 300 et 5 000 mètres d'altitude) retiendront notre attention. Les deux territoires ainsi sélectionnés s'organisent en vallées dans lesquelles, autour des écoles, sont nés de petits centres : des communautés, de la coopérative ou de l'ERPS. L'habitat se répartit alentour au milieu des parcours opposant les pâturages faiblement productifs des secteurs sous pluie aux zones humides (tourbières d'altitude) où prospère une végétation hydrophile à haut rendement. L'extensivité pastorale et le déplacement saisonnier constituant la norme, les cultures fourragères sont presque inexistantes.

Fortes contraintes bioclimatiques, faible productivité fourragère et capacités de charge réduites ont donné naissance à un élevage multi-espèces extensif, dominé par l'alpaga. Monoproduction comme extensivité et marginalité des populations imposent diverses pratiques circulatoires dans un système résidentiel dispersé (les bourgs sont traditionnellement inexistantes). L'accès à l'eau et aux ressources fourragères conditionne une partie des mouvements (de type transhumance) alors que la recherche de produits agricoles (notamment par le troc) et la vente des produits de l'élevage engendrent des déplacements plus amples. La densité de population est aujourd'hui encore très faible¹², mais, contrairement à la « puna-lac », cette « puna-mer » connaît une véritable croissance démographique¹³. Dans un contexte régional où la production de tubercules et de céréales, propre à l'Altiplano,

présente une valeur ajoutée bien inférieure à celle de l'alpaga et où les opportunités de travail en ville restent limitées, les régions isolées de la puna demeurent donc paradoxalement plus attractives que les bas.

La diversité des combinaisons individuel/collectif de la puna

Si les systèmes fonctionnels des deux aires étudiées apparaissent similaires, leur histoire foncière les différencie puisque le district de Paratía est moins concerné par l'appropriation latifundiste que celui de Nuñoa. Si les parties basses du premier ont été conquises par les haciendas, les pâturages les moins accessibles (plus des 3/5^e du district) sont restés aux mains de petits éleveurs indépendants regroupés en *parcialidades*. En 1969, la réforme agraire, promulguée par le gouvernement de Velasco, engendre le démantèlement des haciendas et permet à une partie des travailleurs de s'organiser en coopératives avant de se rattacher, dans les années 1980, aux « communautés » voisines. Les anciennes *parcialidades* se constituent, quant à elles, en « communautés », seul statut leur octroyant le droit de récupérer les terres libérées par l'expropriation. Aujourd'hui, à l'exception de quelques propriétaires privés,

12. D'après le recensement de 1993 (INEI : Institut national de statistiques), les communautés de Paratía comptaient en moyenne 1,3 habitant au km² alors que les secteurs d'Anansaya puna et d'Urinsaya puna à Nuñoa comptaient 2,25 habitants au km².

13. Entre 1993 et 2005, les districts de la puna connaissent ainsi une croissance démographique moyenne de 30 % alors qu'elle n'est que de 8 % dans les districts de l'Altiplano (source : INEI).

le territoire du district de Paratía est partagé entre onze communautés, une seule *parcialidad* ayant survécu à la réforme (carte 2 p. 46).

À l'opposé, dans la région de Nuñoa (carte 3 p. 47), les hauteurs sont passées sous contrôle latifundiaire avant la réforme. À partir de 1969, les expropriations débouchent sur la formation d'une coopérative (CAP Huaycho), de deux entreprises associatives (ERPS Rural Nuñoa et ERPS Rural Alianza) et d'une « communauté » (Cangalli Pichacani). Aujourd'hui, deux de ces collectifs ont subsisté (CAP Huaycho et ERPS Rural Alianza) et cohabitent avec des propriétaires individuels d'origine variée : anciens travailleurs de la Rural Nuñoa, anciens latifundistes et leurs descendants, anciens travailleurs d'haciendas ayant bénéficié d'un don de terres par leurs « maîtres », anciens membres de la « communauté » de Cangalli Pichacani.

Cette différence historique est à l'origine d'un panel de situations très large quant à la part du collectif et de l'individuel dans la gestion des pâtures de ces deux districts. On retiendra six cas révélateurs de cette diversité, en les détaillant des plus individuels aux plus collectifs.

1) LES ANCIENS LATIFUNDISTES

Les systèmes d'exploitation les plus individuels de la puna sont ceux des propriétaires n'appartenant à aucune « communauté » et détenteurs de titres de propriété. C'est le cas des ex-latifundistes (ou de leurs héritiers) ayant conservé une partie de leurs terres après l'expropriation induite par la réforme. Si ces systèmes d'exploitation sont assez rares à Paratía (voir les quelques *fundos* indiqués sur

la carte 2), ils demeurent répandus à Nuñoa. Ainsi, la famille Guerra, propriétaire de 22 000 hectares il y a quarante ans, ne détient plus aujourd'hui que 1 000 hectares et gère un troupeau multi-espèces de 350 têtes (70 % d'alpagas, 20 % d'ovins et 10 % de lamas). Quatre bergers gardent, par lots d'espèces et de genres, l'ensemble du cheptel, mais le calendrier et les techniques d'élevage (reproduction, transhumance, prophylaxie) restent l'apanage du propriétaire. Une collaboration étroite avec le ministère de l'Agriculture autorise une gestion technique complexe (amélioration génétique, gestion par lots, vaccination) et une production de qualité. Avec d'autres anciens latifundistes, la famille Guerra a constitué, en 1987, « la Esperanza », une association permettant de mettre la fibre en commun et de la vendre en gros (1 500 quintaux en 2006) une fois classée suivant des indices de qualité, et ce en lançant un appel d'offres aux grandes entreprises transformatrices.

2) LES UNITÉS DOMESTIQUES RÉCEMMENT CONSTITUÉES

À Nuñoa, ces anciens latifundistes cohabitent avec de petits propriétaires terriens ayant hérité leurs terres du démantèlement de l'ERPS Rural Nuñoa et de la parcellisation de la « communauté » Cangalli Pichacani. Lorsque, en 1969, les éleveurs se constituent en « communautés », Cangalli Pichacani compte 45 membres sur 2 232 hectares, étagés entre 4 250 et 4 700 mètres. Au début des années 1990, ils gèrent collectivement un troupeau de 1 500 têtes et définissent en groupe les stratégies d'élevage. Devenus prioritaires aux yeux des organismes de développement grâce à

Carte 2. Organisation foncière du district de Paratía

Carte 3. Organisation foncière de deux secteurs du district de Nuñoa

leur statut de « communauté », ils bénéficient de prêts et de formations qui leur permettent de pratiquer tôt l'amélioration génétique et d'acquérir une certaine renommée. Parallèlement, chaque membre de la « communauté » possède un petit troupeau personnel, qu'il gère de façon autonome et qui lui procure un revenu additionnel.

Mais, à l'image de ce qui se passe dans l'entreprise voisine (la Rural Nuñoa), à Cangalli Pichacani les troupeaux privés entrent en concurrence avec le troupeau collectif pour l'accès aux pâtures, ce qui entraîne la parcellisation des terres. En 1997, les 20 membres restants de la « communauté » se partagent le terrain et le troupeau communal : les fondateurs reçoivent 170 hectares, les éleveurs récemment arrivés n'en obtenant qu'une soixantaine. Aujourd'hui, chacun possède un titre de propriété et définit seul les calendriers et techniques d'élevage, le type de gardiennage (gestion par lots, emploi de bergers, etc.) ainsi que les stratégies de commercialisation des produits (lieux de vente et type de commercialisation).

Malgré la parcellisation, l'esprit de la « communauté » demeure dans les consciences et perpétue quelques modes de gestion collectifs, notamment autour des ventes aux enchères d'animaux destinés à l'abattoir et de la gestion d'infrastructures communes (cuves de bains, écoles).

3) LES UNITÉS DOMESTIQUES USUFRUITIÈRES

L'autre type de gestion individuelle, sans doute le plus répandu dans la puna sèche, concerne les membres d'anciennes *parcialidades* regroupées en communautés au moment

de la réforme agraire. À Paratía, les latifundistes de l'aval du bassin se différencient des propriétaires indépendants de l'amont, lesquels géraient leurs troupeaux en petites unités domestiques et pratiquaient l'entraide selon les systèmes traditionnels de l'*ayni*¹⁴ et de la *minka*¹⁵. Dans les années 1980, ces familles se regroupent en « communautés » sans que le fonctionnement antérieur ne soit immédiatement modifié. Pourtant, des pratiques communautaires s'instaurent peu à peu.

La communauté de Llanca (carte 2) constitue un exemple représentatif de ce processus : ses membres, qui, traditionnellement, géraient leurs troupeaux de manière indépendante, acquièrent le statut de « communauté » en 1989, chacun « perdant » alors son titre de propriété au profit de cette entité collective dorénavant détentrice légale des terres. Aujourd'hui, le territoire communautaire, situé entre 4 400 et 5 200 mètres d'altitude, couvre 5 635,75 hectares que se partagent 62 familles¹⁶ (soit 85,7 ha en moyenne par unité), les extrêmes oscillant entre 2,29 et 532,73 hectares. À l'exception d'un petit centre composé d'une école, d'un local communal et de trois résidences privées, l'habitat est dispersé à raison de 1 estancia par propriété, soit 86 estancias au total¹⁷. Le cheptel est pour

14. Entraide pour les travaux agricoles ou pour la construction de maisons, basée sur la réciprocité.

15. Entraide basée sur la rétribution.

16. Soit environ 300 personnes.

17. La plupart des familles disposant de plus de 1 estancia en raison de la transhumance saisonnière, le nombre des estancias est supérieur à celui des familles membres de la communauté.

l'essentiel composé de troupeaux multi-espèces (70 % d'alpagas, 20 % d'ovins et 10 % de lamas d'après nos enquêtes) que les bergers installent à la saison des pluies (de décembre à avril) dans le quartier le plus sec de leur terrain.

À l'instar des deux types précédents, c'est à l'échelle de l'unité domestique que sont gérées et définies les stratégies d'élevage. Même si, légalement, ces familles n'ont qu'un droit d'usage sur les terres, en pratique la « communauté » n'intervient pas dans le système successoral, chacun pouvant louer ses terres, les vendre ou les diviser entre ses héritiers.

Si ce tableau donne l'image d'une communauté d'éleveurs indépendants, liés seulement par la gestion administrative d'un organe commun, le collectif surgit, à différents niveaux, à travers l'association d'unités domestiques.

La collaboration des familles persiste à travers les systèmes d'entraide (notamment pour les travaux contraignants comme la tonte ou la reproduction). Des *faenas*¹⁸ sont régulièrement organisées pour l'entretien ou la construction d'infrastructures comme les routes ou les bâtiments. Le rôle des ONG désireuses d'agir auprès des groupes est aussi parfois déterminant : ainsi la cuve de bain, construite par le projet de développement Pampa II, fait l'objet d'une gestion commune depuis vingt ans ; elle permet des économies d'échelle en partageant le coût des produits vétérinaires entre plusieurs utilisateurs (2 000 brebis peuvent passer dans un même bain). Plus récemment, le don de mâles reproducteurs par l'ONG DESCO a donné naissance à une association

de producteurs gérant l'échange de mâles. La construction d'étables par la municipalité et par DESCO devrait, aussi, contribuer à la mise en place d'associations de voisinage.

Mais c'est surtout autour du troupeau et des terres affectés à l'école de Llanca que s'est élaborée une véritable gestion collective. Après que, dans les années 1940, un particulier a donné des terres pour construire l'école, une autre personne a, dans les années 1980, donné une vingtaine d'hectares supplémentaires, et l'association des parents d'élèves a alors pu se doter d'un petit troupeau de 50 têtes. Ce cheptel est à la charge des parents, qui, à tour de rôle (tous les mois), doivent en assumer la garde. Les bénéfices ainsi réalisés permettent d'acheter du matériel et de financer les sorties scolaires.

Ces associations dépassent parfois le cadre même de la « communauté ». À l'échelle du district, un collectif a ainsi vu le jour autour de la collecte de la fibre. Récemment les éleveurs ont formé une association de commercialisation : deux collectes annuelles leur permettent de vendre la fibre par appel d'offres directement aux entreprises, et ce à bon prix. Les exploitations d'élevage ont donc bien une base fonctionnelle identique, reposant sur l'unité domestique, mais, en tant que « *familias comuneras* » [Bey 1988], les familles collaborent et s'associent, à différentes échelles.

4) LES ASSOCIATIONS COMMUNAUTAIRES

À Paratía, l'adjudication des terres aux communautés a donné lieu à un autre type de collectif. Coarita, *parcialidad* de 5 501,5 hectares,

18. Travaux communs au bénéfice du groupe.

située entre 4 400 et 5 000 mètres d'altitude, est devenue une « communauté » en 1981 : elle obtient alors 800 hectares du démembrement d'une hacienda proche, surface sur laquelle est instaurée une gestion collective. S'y juxtaposent donc aujourd'hui deux fonctionnements. Soixante et onze membres se partagent les 4 301,5 hectares (soit 60,6 ha en moyenne) hérités des temps anciens. Chaque unité domestique gère individuellement son troupeau et sa production selon une organisation individuelle (décrite à Llanca). Trente d'entre eux gèrent en outre, sous la forme d'une association de producteurs, un cheptel de 500 têtes sur les terres communes nouvellement attribuées. Constitués en entreprise depuis 1990, les membres actuels de l'association en sont devenus actionnaires en offrant quelques alpagas à l'occasion de la création de cette dernière. Dans un premier temps, chacun montait à tour de rôle garder le troupeau commun. Mais la croissance du cheptel a conduit à salarier deux bergers, permettant ainsi une gestion du troupeau par lots de genres et d'espèces. Les bénéfices de cet élevage sont reversés à différents services communs : école, associations de mères, entretien ou construction d'infrastructures communales, etc. Depuis peu, l'augmentation du cheptel permet de reverser également une partie des bénéfices à chaque actionnaire (45 euros).

5) LA COOPÉRATIVE

La gestion en coopérative propose un dernier modèle d'association d'unités domestiques, devenu rare après 1980, mais qui subsiste à Nuñoa. En 1969, les travailleurs de l'hacienda

de Huaycho se constituent en coopérative. Cinquante membres gèrent alors collectivement 12 675 hectares, situés entre 4 300 et 5 000 mètres d'altitude, et parviennent, en trois ans, à constituer un troupeau de 16 000 têtes, leur permettant de s'acquitter de la dette agraire¹⁹ et d'acquérir ainsi les terres.

Le collectif fonctionne jusqu'en 1990 où un affrontement entre l'armée et le Sentier lumineux détruit une grosse partie du cheptel et entraîne une désorganisation et une parcellisation progressive. En 1995, l'arrivée d'une nouvelle gérante impose un nouveau modèle : trente-huit membres gèrent individuellement leur troupeau sur les terres de la coopérative, à l'image des pasteurs de Llanca ou de Coarita. Toutefois l'attribution des terres n'est ici pas définitive mais gérée de manière rotationnelle par la collectivité. Chaque famille se voit ainsi attribuer tous les deux ans un « secteur », composé d'un quartier d'hiver et d'un quartier d'été. La périodicité amène chaque famille à utiliser, au fil du temps, tous les secteurs, même si le groupe tient compte des besoins de chacun (proximité de l'école, etc.) et de son degré d'investissement dans la vie collective. La dotation unitaire consiste en 300 hectares de terres et en un troupeau personnel multi-espèces de 400 têtes.

19. La réforme agraire, décret n° 17716, prévoyait l'adjudication de terres à titre onéreux, c'est-à-dire qu'à l'exception des communautés, personnes morales de droit public détentrices de l'ensemble des terres exploitées par leurs membres, les personnes morales de droit privé (coopératives, entreprises, etc.) devaient payer la terre qu'elles recevaient.

Parallèlement à cette gestion rotationnelle individualisée, une partie des terres est réservée à des troupeaux collectifs : 1 000 hectares sont ainsi destinés à 450 vigognes, 300 hectares à 400 alpagas et 900 hectares à 500 lamas. Chaque lot est gardé par des enfants dont les parents, en échange, peuvent utiliser les terres pour leur propre troupeau. Jusqu'à présent, les bénéfices de cette gestion collective servent à obtenir des subventions, à investir dans des formations, à organiser des ventes aux enchères et à payer des procès en cours. D'ici quelques années, une part de ces bénéfices devrait être reversée à chaque membre.

6) ENTREPRISE ASSOCIATIVE

À l'opposé de ces systèmes basés sur des unités domestiques ou sur leurs associations, on trouve des organisations dans lesquelles des groupes d'individus sans lien de parenté se partagent terres, troupeaux, travail, infrastructures et production. Le modèle est purement collectif, tant dans ses droits que dans son fonctionnement. C'est le cas de l'ERPS Rural Alianza : regroupés en entreprise au moment de la réforme agraire, les anciens travailleurs des haciendas Alianza, Antacalla et Huari Pina sont ainsi à la fois actionnaires et salariés. Cette entreprise couvre 34 000 hectares, emploie 205 travailleurs et gère 45 000 alpagas *huacayas*, 400 alpagas *suris*²⁰ et 700 lamas. Le gérant et les ingénieurs définissent les calendriers de rotation des terres et des troupeaux et gèrent la reproduction, les soins et la tonte. Un lot d'animaux (par genre et par espèce) et un logis sont attribués temporairement à chaque travailleur, qui peut être amené à en changer en fonction des stratégies de

l'entreprise. La garde des troupeaux et les travaux collectifs sont rémunérés 8 400 nouveaux soles par an (2 609 euros). Un troupeau personnel est autorisé mais ne doit pas excéder 10 ou 20 têtes sous peine de voir le salaire diminuer. La part de l'individuel est donc extrêmement limitée. Ne s'étant pas acquittés de la dette agraire, les actionnaires de l'ERPS Rural Alianza ne sont pas propriétaires des terres et leurs enfants n'ont aucun droit : en cas de démission, ils ne perçoivent qu'une petite compensation monétaire.

Héritée du système des haciendas, cette entreprise a réussi à survivre en associant une main-d'œuvre peu coûteuse à l'innovation technique. Elle constitue un modèle de gestion pastorale pour les propriétaires voisins, tant par la qualité génétique de ses animaux que par sa productivité.

Les imbrications des modes de gestion sont donc variées et s'organisent, à différentes échelles, autour de la terre, du troupeau, de la force de travail, des infrastructures et des produits de l'élevage. Si, a priori, ces imbrications semblent dépendre étroitement du contexte historique et culturel andin, elles obéissent toutefois à des logiques universelles.

Quelques ressorts universels de la gestion pastorale declinés en combinaisons locales

La diversité de ces situations laisse à penser que l'imbrication des niveaux de gestion

20. Il existe deux races d'alpagas : l'alpaga *suri* (fibre raide), plus fragile mais plus recherché, et l'alpaga *huacaya* (fibre frisée), bien plus répandu.

collective avec ceux d'ordre individuel est une constante andine, dont l'origine pourrait remonter aux temps précolombiens [Murra 2002] ou encore aux avatars fonciers issus du modèle des haciendas. Bien que des ressorts culturels ou relevant des structures foncières jouent, bien évidemment, un rôle important, nous posons l'hypothèse que, si une telle association perdure, c'est que l'activité et le milieu pastoral induisent, ici comme ailleurs, des formes d'organisation réclamant ces combinaisons. Trois mécanismes essentiels peuvent être distingués.

TERRES ET TROUPEAUX DES COMMUNAUTÉS

Le premier facteur résulte de l'existence presque systématique de biens communaux. Si, en Europe, ceux-ci ont été largement présents dans les collectivités rurales jusqu'à la Révolution, leur partition, depuis lors, a contribué à une appropriation individuelle, quasi universelle, des terres agricoles. Seuls ont subsisté les communaux des secteurs à fortes contraintes (marais, forêts d'altitude ou estives), sans usage agricole possible. La parcellisation s'est poursuivie dans le courant du XX^e siècle à la suite d'une mécanisation agricole permettant l'extension des surfaces exploitées en asséchant, par exemple, des marais.

En montagne, l'accessibilité souvent difficile, l'utilisation seulement saisonnière des ressources fourragères d'altitude et les principes égalitaires régissant l'accès aux terrains communaux ont rendu la survie des estives plus tardive. Néanmoins, dans le Massif central ou dans les Vosges [Bonnemaire *et al.* eds. 1995 ; Poinso 2005], la seconde moitié

du XX^e siècle a vu la parcellisation de nombreux communaux en raison d'une réduction drastique du nombre de leurs utilisateurs, les derniers d'entre eux préférant se partager ces ressources d'altitude plutôt que de devoir se plier à des règles d'usage contraignantes. Demeurent néanmoins, dans les Alpes et les Pyrénées, donc dans les massifs où l'accessibilité mécanisée est moindre, des terrains communaux dont la gestion des ressources obéit à des règles complexes destinées à prévenir « la tragédie des communaux » [Harding 1968].

De tels collectifs sont traditionnellement absents de la puna, mais s'y multiplient depuis peu. Ainsi, à Llanca, l'école s'est dotée d'un terrain et d'un troupeau collectifs qui lui permettent d'assumer ses dépenses. À Coarita, c'est un terrain de la communauté, très vaste, qui procure au groupe les moyens de son fonctionnement. À Huaycho, c'est le troupeau de vigognes qui remplit cet office. Si certains de ces communaux sont gérés par les membres du groupe eux-mêmes (comme à Llanca), d'autres sont entièrement à la charge de un ou deux pasteurs (comme à Coarita). On retrouve donc la fonction de « bergers communaux », répandue sous l'Ancien Régime [Dion 1981] et parfois réinventée dans les exploitations modernes [Eychenne 2006], mais affectée ici – ce qui est plus rare – à un troupeau, lui aussi communal.

Si ces organisations commencent à apparaître dans la puna, c'est d'abord parce que, dans un contexte de croissance de la densité démographique, la libération soudaine, par la réforme agraire, de terres situées aux marges de l'espace communautaire rend la partition

de celles-ci impossible. Dans les sociétés pastorales, l'utilisation de surfaces réduites éloignées du siège principal de l'exploitation (sur lesquelles les troupeaux ne peuvent rester que quelques jours) présente en effet peu d'intérêt, surtout pour les plus éloignées²¹. Plutôt que d'avoir à régler ce douloureux problème d'inégale accessibilité, la mise en place d'une gestion commune l'élimine tout en dotant la communauté de ressources nouvelles toujours bienvenues.

En effet, les caisses publiques n'étant pas alimentées par l'impôt sur le revenu mais plutôt par un prélèvement sur les exportations [Rouquié 1998], les ressources budgétaires des collectivités territoriales sont souvent faibles. Financer l'entretien des pistes ou de l'école, améliorer les réseaux d'adduction d'eau ou l'électrification peut rester une utopie si l'on compte sur l'État. Pour les collectivités les mieux situées, l'action des ONG représente une alternative. Mais pour les plus retirées dans les hauteurs, disposer d'un patrimoine collectif, dont la valorisation dégage des ressources communales, constitue la norme. Comme par la vente de bois des forêts alpines ou pyrénéennes, comme par l'adjudication des droits de chasse des cols basques, on cherche ici à doter chaque poste de dépense d'une source de revenus correspondant.

Les deux premiers types d'associations décrits ci-dessus (Llanca et Coarita) valorisent ainsi, pour doter la communauté de ressources indépendantes, un terrain de l'école et une terre attribuée par la réforme agraire. Dans certains cas, ces associations garantissent même à chaque actionnaire un complément de revenu

réparti de façon égalitaire, offrant aux familles l'équivalent des prestations sociales, sans distinction de revenus, qu'attribue, par exemple, l'État français par le truchement des allocations familiales. Si, dans le principe, cette gestion d'un patrimoine communal semble donc assez banale, elle peut surprendre par le fait qu'elle repose, comme les revenus privés, sur l'élevage de l'alpaga. C'est là que réside l'originalité de la puna. Parce que le milieu n'offre qu'assez peu de ressources alternatives, parce que la fibre constitue de loin la production la plus rémunératrice par hectare, ce ne sont ni des ventes de bois ou de droits de chasse ni des revenus d'une éventuelle microcentrale hydroélectrique que tirent parti les communautés mais, une fois encore, de l'élevage *alpaquero* que pratique donc le particulier comme le groupe. Ce caractère de monoproduction absolue explique les modes de gestion spécifiques qu'on observe ici, parfois générateurs de confusion.

LES COLLECTIFS DE COMMERCIALISATION

Outre la constitution d'une ressource collective qui dote la communauté d'un budget propre, les impératifs commerciaux constituent, eux aussi, un puissant moteur de regroupement des éleveurs. Ces regroupements peuvent concerner le secteur lainier, où des milliers de producteurs ont à faire face à trois grands groupes transformateurs [Charbonneau

21. Déplacer des troupeaux importants, voire la famille entière, pour une pâture de quelques jours seulement sur un terrain éloigné, engendre plus de contraintes que d'avantages.

2008a], mais aussi le secteur de la viande, qui peut provenir de lamas, d'alpagas, d'ovins ou de bovins.

Pour la laine, produit noble et principal moteur de la performance productive du secteur, l'organisation traditionnelle voyait des petits éleveurs commercialiser leur production tout au long de l'année (pour multiplier les rentrées d'argent frais) par le biais d'intermédiaires et de *ferias*²² [Charbonneau 2008b]. Sous l'impulsion à la fois des plus entrepreneurs d'entre eux (les anciens *hacendados* du bassin de Nuñoa par exemple) mais aussi des grands acheteurs, voire des ONG, soucieux, les uns et les autres, d'améliorer, en l'homogénéisant, la qualité de la fibre (couleurs uniformes, lots triés par qualité, etc.), plusieurs formes de vente groupée ont vu le jour.

À Nuñoa, certains producteurs ont ainsi formé des associations (telle La Esperanza déjà citée). Évitant les intermédiaires, ils fonctionnent par appels d'offres, vendant au mieux-disant une fibre classée par qualité, et ce en quantités significatives (1 500 quintaux pour la Esperanza en 2006). Au départ instituées à l'initiative d'anciens *hacendados*, ces associations regroupent aujourd'hui une trentaine de producteurs, propriétaires terriens dans la zone haute de Nuñoa. À l'exception d'une petite minorité d'entre eux qui ne possèdent pas de terre et travaillent comme pasteurs²³, la plupart vivent en ville et emploient des pasteurs pour gérer leurs troupeaux. Ils montent dans leur propriété une fois par semaine pour y assurer le suivi.

À Paratía, les producteurs se sont regroupés en un centre de collecte. Matérialisée par un grand bâtiment dans lequel est stockée la

fibre, cette structure regroupe les éleveurs des communautés de l'ensemble du district. Deux collectes annuelles (décembre et mars) permettent de vendre au meilleur prix. Ainsi, en mars 2007, la fibre de première qualité était vendue à 3,75 euros la livre, la fibre de deuxième qualité à 3 euros et celle de troisième qualité à 2,5 euros alors que l'intermédiaire l'achetait, non encore classée, entre 2,5 et 3 euros. Pour la plupart gérées et mises en place par le ministère de l'Agriculture ou les ONG, de telles organisations prennent généralement naissance dans les bourgs. Elles rassemblent, de manière privilégiée, les producteurs effectuant un contrôle génétique sur leur troupeau, même si de très petits éleveurs ne contrôlant pas la reproduction parviennent à vendre les produits qu'ils ont sélectionnés.

Hors du strict secteur lainier, les filières de commercialisation s'organisent aussi vers l'amont. Elles concernent, pour l'essentiel, la viande ainsi que les peaux des alpagas et des lamas, certes, mais aussi des bovins et ovins. Les alpagas progressant au détriment des lamas (dont la fonction de bête de somme décline), le rôle de consommateurs des végétaux coriaces doit être rempli par les bovins, dont la viande est plus facilement commercialisable sur les marchés urbains. Les ovins,

22. Foire hebdomadaire où convergent les pasteurs des hauts et les commerçants des bas.

23. À Cangalli Pichacani, ou dans les terres de propriétaires privés (carte 3), certains éleveurs travaillent comme bergers pour des exploitants vivant en ville. Lorsqu'ils ne sont pas payés, ils possèdent leur propre troupeau, qu'ils font paître avec celui du propriétaire. Ils peuvent alors choisir leur mode de commercialisation.

très anciennement associés aux camélidés, ont surtout pour fonction de garantir un revenu régulier, la vente de quelques bêtes, à plusieurs reprises au cours de l'année, venant contrebalancer le caractère massif, mais de plus en plus ponctuel, des ventes lainières d'alpaga.

Traditionnellement entre les mains de négociants venus des villes, l'écoulement de ces produits à des tarifs très bas évolue depuis peu grâce à la diffusion de *remates*, autrement dit de ventes aux enchères d'animaux destinés à l'abattoir. Qu'il s'agisse de la coopérative de Huaycho, des municipalités, voire de simples communautés, l'organisation de ces ventes, deux fois par an pour chaque site, permet d'attirer des acheteurs d'une microrégion élargie (jusqu'à 15 ou 20 à la fois) et permet aux producteurs de proposer des lots d'animaux plus conséquents. Les prix obtenus progressent souvent de 50 %, voire davantage²⁴, assurant ainsi une excellente promotion à ces événements commerciaux. Si la marge des intermédiaires s'en trouve apparemment réduite, les répercussions sont moins importantes qu'il n'y paraît : les camions chargés d'écouler le bétail repartent en effet toujours pleins, ce qui était plutôt rare avec les pratiques d'achats ponctuels.

INFRASTRUCTURES ET ORGANISATIONS À FONCTION ZOOTECHNIQUE

Outre les exigences d'une commercialisation optimisée, la gestion de certaines fonctions technoéconomiques constitue un autre facteur de regroupement. Les impératifs zootechniques sont nombreux qui font naître des

collectifs d'éleveurs sur des bases territoriales. Comme sur bien des terres d'élevage, le partage d'infrastructures communes ou les arrangements techniques entre pasteurs sont fréquents. Ainsi la plupart des communautés sont-elles dotées, généralement grâce aux ONG, de corrals et de cuves de baignade destinées au déparasitage des ovins et, éventuellement, des alpagas. De même, les ONG proposent souvent des formations vétérinaires de base : dans chaque « communauté » quelques éleveurs jouent le rôle de *promotores*, c'est-à-dire de diffuseurs des méthodes prophylactiques les plus courantes. Ces mêmes ONG proposent aussi parfois des « mâles améliorateurs », qui passent, chez chaque éleveur, 24 à 48 heures, puis repassent quelques jours plus tard pour saillir les femelles indisponibles les jours précédents. Ces pratiques circulatoires (d'informations, de mâles) conduisent au maintien, au renforcement, voire à l'invention d'un niveau d'organisation collective des éleveurs à l'échelle de la communauté (y compris à l'échelle intercommunale, pour certains échanges de mâles).

À l'échelon inférieur, celui de l'unité domestique, des impératifs organisationnels liés à la conduite du troupeau entrent en jeu. Deux seuils fonctionnels importants segmentent ainsi la variable « taille du troupeau ».

Le premier, historiquement validé par la réforme agraire ou par les parcellisations

24. Ainsi, en avril 2007, on a enregistré au *remate* organisé par la coopérative de Huaycho des prix de vente d'alpagas compris entre 33 et 40 euros/tête, quand, au détail, les mêmes bêtes se vendaient entre 20 et 25 euros.

d'entreprises²⁵ et aujourd'hui reconnu comme un seuil de pauvreté par le gouvernement²⁶, se situe autour de 100-150 alpagas. Il sépare les « petits », trop mal dotés en surface pour que la famille puisse en vivre correctement (et qui sont donc souvent obligés de chercher, dans la dépendance d'autres éleveurs, des compléments de revenus en tant que pasteurs), des « moyens », qui, dépassant le seuil de pauvreté, bénéficient d'une autonomie économique à forte valeur symbolique.

Au-delà, autour de 300 à 400 animaux (et donc à peu près autant d'hectares), la possibilité de scinder le cheptel en plusieurs lots améliore notablement la performance économique du système. Trois lots distincts regroupant les mères suitées, les mères gravides et les alpagas mâles, associés aux ovins, constituent la norme. Pendant la saison sèche, mères suitées et gravides sont ensuite généralement réunies. Lorsqu'il y a des vaches, celles-ci sont traitées à part. Ces pratiques permettent de mieux gérer la ressource (un ordre de passage des différents lots sur une même parcelle est ainsi respecté) et d'améliorer la fécondité des mères tout comme la croissance des jeunes. C'est aussi un impératif pour la mise en œuvre de l'*empadre controlado*, la saillie contrôlée en date et en filiation, indispensable à l'amélioration génétique du troupeau.

Les éleveurs sont tellement conscients des conditions favorables à la performance zootechnique qu'ils créent parfois des « entreprises familiales » lors des partages successoraux. Au décès d'un père ayant réuni les 300 à 400 hectares nécessaires à ces pratiques, au lieu de partager terres et troupeaux

en deux ou trois unités viables (supérieures au seuil de 150 animaux), les enfants choisissent de conserver intacte l'unité fonctionnelle, préférant se répartir les tâches et les revenus plutôt que de diviser l'ensemble. Lorsque la main-d'œuvre familiale disponible sur l'exploitation est insuffisante (et donc les possibilités de gardiennage aussi), on recourt aux pasteurs.

On retrouve ainsi, dans la sphère zootechnique, les deux types d'organisations collectives qu'a révélés la sphère commerciale : des groupements de producteurs, certes territorialisés par la propriété ou la commercialisation lainière, mais sur la base de réseaux (d'échanges de mâles, de *promotores*, de coopératives, d'associations de producteurs) et de lieux de commercialisation (*remate* et *ferias*) ou de partage d'infrastructures (cuves de bains, étables).

Si des règles d'organisation finalement assez banales ponctuent les relations entre

25. Les parcellisations d'entreprises (comme celle de l'ERPS Rural Nuñoa par exemple), survenues depuis les années 1980, ont en général retenu, comme critère de partage des terres et du cheptel entre les différents travailleurs, la durée de travail dans l'entreprise et dans l'hacienda. Pour une durée comprise entre huit et vingt ans, des superficies d'une centaine d'hectares (permettant de nourrir autant d'alpagas) ont été attribuées. Au-delà de vingt ans, on a attribué jusqu'à 200 hectares et autant d'animaux.

26. Le programme Juntos, mis en place en 2006 par l'État, correspond à une sorte de RMI local : 100 nouveaux *soles* mensuels sont versés aux familles que l'INEI a classées dans la catégorie de « l'extrême pauvreté » lors du dernier recensement. Chez les éleveurs, c'est en dessous de 100 têtes que débute la pauvreté.

familles et collectivités de pasteurs, les rapports interindividuels au sein du groupe familial présentent, eux, des particularités apparemment peu décrites hors du monde andin. Bien que le troupeau familial constitue indiscutablement une unité zootechnique et de commercialisation, en termes de propriété et de partage des ressources il n'est que la somme des cheptels de tous les membres de l'unité domestique.

Comme l'ont décrit plusieurs anthropologues andins [Palacios Rio 1984 ; West 1988 ; Llanque 1995], la constitution d'un troupeau personnel commence dès l'enfance par le don de quelques bêtes à chaque étape de la vie de l'enfant (naissance, première coupe de cheveux, etc.), et la lignée de chaque femelle lui est acquise. Au départ, les revenus sont gérés par les parents, mais, à partir de l'indépendance ou de la majorité de l'enfant, celui-ci récupère ses bêtes ou administre personnellement les revenus qu'elles procurent. Bien entendu, tant que l'enfant reste sous le toit de ses parents, l'argent est destiné à la famille, mais, lors de la vente de fibre, chacun sait ce qui lui revient.

L'apparition d'« entreprises familiales » n'a rien changé au système. Si le troupeau de l'ensemble de la famille est géré collectivement et si la commercialisation de la fibre se fait en bloc pour tenter de faire grimper les prix, l'argent est ensuite redistribué à chaque individu personnellement. L'unité domestique, qu'on analyse généralement comme l'échelon économique de base, apparaît donc ici comme un groupement d'individus de même sang (pouvant tout aussi bien être une famille nucléaire, deux mères célibataires ou

un couple avec enfant), partageant au quotidien le même toit et gérant collectivement leurs cheptels.

On retrouve dans le monde agricole andin cette partition extrêmement marquée du patrimoine productif (à chaque individu : quelques hectares ou quelques dizaines de têtes), qu'a notamment décrite Fabien Pouille [2000] pour l'Équateur. On peut y voir une expression andine, sous une forme sans doute exacerbée par la pression démographique, de la relation indissociable qu'établit Placide Rambaud [1969 : 44-45] entre individus et potentiel productif :

Bien qu'elle reconnaisse l'importance du travail, la société rurale définit d'abord ses membres par leur statut de propriétaires d'un espace, [...] seul statut qui lui paraisse capable d'assurer sa subsistance. Cette volonté se concrétise par la diffusion sociale de la propriété, la diffusion spatiale du parcellaire et l'accumulation de l'espace comme finalité économique.

Conclusion

Ce décryptage des motifs justifiant la survie ou l'émergence récente de formes de gestion collective dans un pays où les politiques néolibérales privilégient plutôt l'initiative individuelle révèle des mécanismes d'association assez courants. Les impératifs zootechniques comme les meilleures conditions de commercialisation qu'autorisent les ventes groupées existent aussi en de nombreuses régions d'élevage européennes. La recherche de ressources autonomes autres que l'impôt pour financer le fonctionnement des services collectifs est, quant à elle, une tradition latino-américaine.

Largement mise en œuvre par les États, les instances internationales la recommandent pour le financement des collectivités territoriales dont les décentralisations étoffent compétences et déficits budgétaires.

Des formes communautaires héritées des temps de la collectivisation, moins courantes, se rencontrent pourtant en d'autres lieux : les observateurs de la transition russe découvrent ainsi que, dans certaines conditions d'isolement et de sous-formation de la main-d'œuvre, la persistance de kolkhozes (sous des formes juridiques modernisées) constitue une réponse socialement et économiquement optimale dans une large majorité des campagnes à faible densité démographique [Radvanyi 2007]. La résistance d'une coopérative comme celle de Huaycho, ou d'une « entreprise associative »

comme Rural Alianza, obéit a priori à des logiques similaires.

Paradoxalement, s'il faut voir, dans les combinaisons de propriété individuelle et de gestion collective observées, une spécificité de la puna, c'est à l'échelon infrafamilial qu'il faut la chercher. La famille y apparaît en effet non comme un individu économique à part entière mais comme une association d'individus, qui, de leur naissance à leur mort, doivent posséder chacun le capital productif (sous la forme ici d'un cheptel) dont les revenus permettent la satisfaction de leurs besoins vitaux. L'organisation économique fondamentale serait donc strictement individuelle, mais largement enfouie sous les innombrables avantages qu'offre la gestion collective de troupeaux de grande taille.

Bibliographie

Aubron, Claire — 2005, « Individus et collectifs dans l'appropriation des ressources : le cas d'une communauté andine péruvienne », *Autrepart* 34 : 65-84.

Barrière, Olivier et Catherine Barrière — 2002, *Un droit à inventer. Foncier et environnement dans le delta intérieur du Niger*. Paris, IRD Éditions (« À travers champs »).

Bey, Marguerite — 1988, « La dinámica del cambio comunal. Un enfoque desde las estrategias familiares de reproducción », in M. Eresue, J.-M. Gastellu, E. Malpartida et H. Poupon eds., *Agricultura andina. Unidad y sistema de producción*. Lima, ORSTOM/UNALM : 101-116.

Bonnemaire, Joseph et al. eds. — 1995, *Pays, paysans, paysages dans les Vosges du Sud. Les pratiques*

agricoles et la transformation de l'espace. Paris, INRA.

Charbonneau, Marion — 2008a, « La commercialisation de l'alpaga dans le Sud péruvien : filière territorialisée et intégration », in *Actes du colloque international « Ruralités Nord-Sud. Inégalités, conflits, innovations. Poitiers, 19-20 octobre 2006 »* (à paraître). — 2008b, « Poblamiento concentrado y nuevas formas de movilidad en las sociedades pastorales de la puna peruana », in *Anuario americanista europeo*, n° 4 (à paraître).

Christinat, Jean-Louis — 1989, *Des parrains pour la vie. Parenté rituelle dans une communauté des Andes péruviennes*. Neuchâtel, Institut d'ethnologie/Paris, Maison des sciences de l'homme.

Dion, Roger — 1981, *Essai sur la formation du paysage rural français*. Paris, Flammarion.

- Eychenne, Corinne** — 2006, *Hommes et troupeaux en montagne. La question pastorale en Ariège*. Paris, L'Harmattan (« Itinéraires géographiques »).
- Flores Ochoa, Jorge** — 1980, « Un aspecto del parentesco de los pastores de la puna alta », in E. Mayer et R. Bolton eds., *Parentesco y matrimonio en los Andes*. Lima, UPCP : 481-490.
- Foncesca, César et Enrique Mayer** — 1988, *Comunidad y producción en la agricultura andina*. Lima, FOMCIENCIA.
- Greslou, François** — 1981, « Le système d'exploitation des communautés de San Juan de Uchucuanicu (Pérou) et de Mojsa-Huma (Bolivie) », *Études rurales* 81-82 : 109-125.
- Harding, Garrett** — 1968, « The tragedy of the commons », *Science* 162 : 1243-1248.
- Itier, César** — 1997, *Parlons quechua*. Paris, L'Harmattan.
- Le Roy, Emmanuel** — 1996, « La théorie des maîtrises foncières » in E. Le Roy, A. Karsenty et A. Bertrand eds., *La sécurisation foncière en Afrique. Pour une gestion viable des ressources renouvelables*. Paris, Karthala : 59-76.
- Llanque, Andrés** — 1995, « Manejo tradicional de la uywa en la sociedad pastoril aymara de Turco », in D. Genin et al. eds., *Waira pampa. Une sistema pastoril camélidos-ovinos del altiplano árido boliviano*. La Paz, ORSTOM/IBTA/CONPAC : 93-116.
- Malengreau, Jacques** — 1995, *Sociétés des Andes. Des empires aux voisinages*. Paris, Karthala.
- Murra, John** — 2002, *El mundo andino. Población, medio ambiente y economía*. Lima, IEP/UPCP (« Historia andina » 24).
- Palacios Rio, Felix** — 1984, « Bilateralidad y propiedad en una comunidad de pastores », *Boletín del Instituto de estudios aymaras* 2 (16) : 47-63.
- Poinsot, Yves** — 2005, « Les incidences territoriales de la "mise en normes" des activités agricoles. Un cas vosgien », *L'Espace géographique* 3 : 237-250.
- Pouille, Fabien** — 2000, « Systèmes agraires, stratégies individuelles et collectives des populations rurales dans les Andes équatoriennes. L'exemple de la province de Bolivar ». Thèse de doctorat en géographie, Université de Bordeaux 3.
- Pulgar Vidal, Javier** — 1987, *Géografía del Perú. Las ocho regiones naturales*. Lima, Peisa.
- Radvanyi, Jean** — 2007, *La nouvelle Russie*. Paris, Armand Colin.
- Rambaud, Placide** — 1969, *Société rurale et urbanisation*. Paris, Le Seuil (« Esprit »).
- Rouquié, Alain** — 1998, *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*. Paris, Le Seuil.
- Tapia, Mario** — 1999, « La agricultura en el altiplano de Puno », *Allpanchis* 53 : 17-101.
- Testart, Alain** — 2003, « Propriété et non-propriété de la terre. L'illusion de la propriété collective archaïque », *Études rurales* 165-166 : 209-242.
- Velarde Flores, Rubina** — 2000, *El mercado de la fibra de alpaca, 1987-1999*. Arequipa, DESCO.
- West, Terry** — 1988, « Rebaños familiares propietarios individuales. Ritual, ganadero y herencia entre Aymara de Bolivia », in J. Flores Ochoa ed., *Llmi-chos y paqocheros. Pastores de llamas y alpacas*. Cusco, CEAC : 191-201.

Résumé

Marion Charbonneau et Yves Poinso, *De l'individuel au collectif. Les modes de gestion de l'élevage dans la puna péruvienne*

Les modes de gestion ayant trait à la préservation des ressources naturelles font débat. Face à l'exploitation privée propre au modèle libéral, certains acteurs andins défendent une appropriation collective et se réfèrent à la tradition précolombienne. Pour discuter les assises structurelles et fonctionnelles de ce « contre-modèle », on examinera la manière dont les combinaisons individuel/collectif imprègnent l'élevage de l'alpaga dans la puna sud-péruvienne. La propriété des terres et celle du troupeau voient coexister des formes individuelles et collectives. La persistance du collectif résulte souvent d'héritages, telles les réformes agraires, mais procède aussi d'un besoin de financement des services et infrastructures. Des impératifs techniques ou de commercialisation incitent également à des regroupements permettant des économies d'échelle. En somme, les ressorts de ces pilotages collectifs diffèrent assez peu, dans leurs principes, de ceux qu'on observe dans l'élevage européen.

Mots clés

alpaga, économies d'échelle, élevage, gestion individuelle ou collective, pastoralisme, préservation des ressources naturelles, puna péruvienne

Abstract

Marion Charbonneau and Yves Poinso, *From the individual to the collective. Managing livestock in puna (Peru)*

The way of managing natural resources is being debated. Opposite private property rights in line with free enterprise, some inhabitants in the Andes advocate collective ownership while referring to pre-Columbian traditions. This examination of the structural and functional underpinnings of this “counter-model” focuses on how combinations of individual/collective rights have permeated the raising of alpaca in Puna (southern Peru). Both sorts of rights on the land and on herds coexist. Besides being inherited from the past in many cases (in particular land reform), collective rights are still upheld due to the need to raise funds for services and infrastructures. Requirements related to techniques or marketing also lead people to take part in joint activities in an attempt to benefit from economies of scale. In conclusion, the principles underlying collective undertakings do not differ very much from what we observe in animal husbandry in Europe.

Keywords

alpaca, economies of scale, livestock, individual/collective management of lands and herds, pastoralism, preservation of natural resources, puna (Peru)